

Convention collective

IDCC : 9331. – **EXPLOITATIONS AGRICOLES
(GIRONDE)**
(1^{er} avril 2004)

(Etendue par arrêté du 13 août 2004,
Journal officiel du 4 septembre 2004)

AVENANT N° 10 DU 26 JUILLET 2007

NOR : *AGRS0797203M*

IDCC : 9331

Entre :

La fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles
(FDSEA) de la Gironde ;

La fédération départementale des CUMA de la Gironde ;

Le syndicat des entrepreneurs de travaux agricoles,

D'une part, et

Le syndicat général agroalimentaire de la Gironde CFTD ;

L'union départementale des syndicats FO de la Gironde ;

L'union départementale des syndicats CFTC de la Gironde,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

L'article 59 de la convention collective est modifié comme suit :

Article 59

Garantie incapacité temporaire de travail

A l'expiration des droits à garantie de ressources prévue à l'article 58, en cas de poursuite ou de nouvel arrêt de travail résultant de maladie ou d'accident, le salarié bénéficie, aussi longtemps que dure le versement des indemnités journalières légales, d'indemnités complémentaires, de sorte que l'indemnisation globale (indemnités MSA comprises) soit égale à 67 % du salaire des 12 mois civils précédant l'arrêt de travail.

Toutefois, lorsque, au cours de cette période de référence, le salarié a vu sa rémunération modifiée soit du fait d'un changement de coefficient ou du taux horaire, soit du fait d'une modification contractuelle de son temps de travail, le salaire pris en compte pour le calcul des indemnités journalières complémentaires est celui résultant de cette modification.

En cas de nouvel arrêt de travail sans rapport avec l'affection précédente, donnant lieu à l'application de la carence légale, les indemnités du présent article ne sont versées qu'à l'expiration d'un délai de carence de 10 jours.

En tout état de cause, le montant de la prestation, cumulée à celle du régime de base de la mutualité sociale agricole, ne doit pas conduire l'intéressé à percevoir plus que son salaire net de période d'activité, c'est-à-dire le salaire net qu'il aurait perçu s'il avait travaillé.

En cas de rupture du contrat de travail intervenant avant la fin de la période d'indemnisation, les indemnités journalières complémentaires continuent à être versées.

Les revalorisations de ces prestations sont effectuées en fonction des taux de revalorisation des assurances sociales agricoles.

Article 2

L'article 60 de la convention collective est modifié comme suit :

Article 60

Garantie incapacité permanente invalidité

En cas d'attribution d'une pension d'invalidité de catégorie 1, 2 ou 3 ou d'une rente accident du travail pour une incapacité permanente au moins égale aux 2/3, les salariés justifiant d'une ancienneté continue dans l'entreprise au moins égale à 12 mois bénéficient d'une pension d'incapacité complémentaire.

Son montant mensuel est égal, pour les invalidités de catégorie 2 ou 3 ainsi que pour les incapacités d'origine professionnelle, à 67 % du 12^e des salaires perçus au cours des 4 trimestres civils précédant la date de l'arrêt de travail, sous déduction de la pension ou de la rente MSA et de l'éventuelle rémunération d'une activité salariée.

Pour les invalides de catégorie 1, cette indemnisation est égale à 47 % du 12^e des salaires perçus au cours des 4 trimestres civils précédant la date de l'arrêt de travail, sous déduction de la pension MSA et de l'éventuelle rémunération d'une activité salariée.

Les pensions d'invalidité en cours de service à la date d'entrée en vigueur du régime ou résultant d'un arrêt de travail antérieur à cette même date continuent à être supportées par l'organisme antérieurement désigné. En revanche, les revalorisations postérieures à cette date d'entrée en vigueur sont prises en charge par l'organisme gestionnaire désigné à l'article 63 ci-après dans la mesure où elles ne le sont pas déjà par l'organisme antérieurement désigné.

Article 3

Les nouveaux taux sont applicables aux arrêts de travail et aux attributions de pension d'invalidité ou de rente d'incapacité permanente survenus à partir du 1^{er} janvier 2008.

Les arrêts de travail survenus avant cette date et les pensions ayant pris effet avant cette même date restent indemnisés selon les taux anciens, soit :

- 75 % pour les indemnités journalières ;
- 75 % pour les incapacités d'origine professionnelle et les invalidités de catégorie 2 et 3 ;
- 60 % pour les invalidités de catégorie 1.

Article 4

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé auprès du service départemental de l'inspection du travail, de l'emploi et de la politique sociale agricoles de la Gironde.

Fait à Bordeaux, le 26 juillet 2007.

(Suivent les signatures.)